



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture de la région
Hauts-de-France**

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Hauts-de-France

Lille, le 17/03/2022

Unité Départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet I
12 avenue de Paris
Entrée Asturies – Bâtiment A
62 400 BETHUNE

Affaire suivie par :
David FIRRINGERI
david.firringeri@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 03 21 63 69 28

À

Société SCORI
Lieu-dit « La Carrière »
CD 301 – BP15
62260 BARLIN

Boîte mail de l'UD de l'Artois :

ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr

ATTENTION : Document contenant des informations sensibles non communicables – consultable selon des modalités adaptées

Rapport de l'Inspection des installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Objet : Société **SCORI** – Établissement d'HERSIN-COUPIGNY
Suite donnée au dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au traitement des déchets et au dossier de demande de dérogation

Réf. : [1] Dossier de réexamen du 23/09/2021 version 5
[2] Dossier de demande de dérogation du 20/08/2021 version 4
[3] Résumé non technique du 06/07/2020 version 1
[4] Rapport de base du 18/11/2019 version 3
[5] Données d'autosurveillance des rejets en COVt en sortie de la cheminée « COVADIS – CCA »

N° S3IC : 070 00705

Type d'établissement : Seveso seuil bas

Raison sociale : SCORI SA

**Adresse
du siège social :** SCORI SA
16, Place de l'Iris – Tour CB21
92 040 – PARIS LA DEFENSE

**Adresse
de l'établissement :** SCORI SA – Carrière de la LOISNE
BP15 – 62620 BARLIN

Activité : Pré-traitement de déchets industriels spéciaux

N° SIRET : 315 249 805 00286

Nombre de salariés : 30 personnes (environ)

Directeur du site : Sébastien LETRANGE

Adresse email : sebastien.letrange@suez.com

Sommaire du rapport

Annexes sensibles

(non communicables – consultables selon des modalités adaptées et contrôlées)

- | | |
|--|---|
| 1. Objet du rapport | |
| 2. Activités et situation administrative de l'établissement | |
| 3. Cadre réglementaire du réexamen « IED » et de la révision des prescriptions applicables | 1. Dispositif actuel de captation et de traitement des effluents gazeux contenant des COV |
| 4. Instruction du dossier de réexamen | 2. Projet d'arrêté préfectoral complémentaire |
| 5. Instruction du dossier de demande de dérogation | 3. Tableau de l'exploitant en réponse aux observations du public |
| 6. Conclusions et propositions de l'Inspection | |

1. OBJET DU RAPPORT

La société SCORI (du groupe SITA) exploite, sur la plate-forme de Hersin-Coupigny (62), des installations de tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux réglementées par les dispositions de l'arrêté préfectoral n°98-391 du 1er juillet 1998 modifié par des arrêtés préfectoraux complémentaires.

La société SCORI à Hersin-Coupigny fait partie des établissements dits « **IED** », car elle est concernée par les dispositions prises en application de la transposition de la Directive 2010/75/UE du 24/11/2010 relative aux **émissions industrielles** notamment pour des activités de **traitement de déchets dangereux** (visées par la rubrique principale **3510** de la nomenclature des installations classées).

En application de l'article R.515-70-I du code de l'environnement, l'exploitant doit, au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, réexaminer les prescriptions relatives aux arrêtés d'autorisation en lien avec la rubrique IED **avant le 17 août 2022**.

Suite à la parution des conclusions des MTD applicables au traitement des déchets le 17 août 2018 et conformément à l'article R.515-71-I du code de l'environnement, l'exploitant a donc transmis au préfet, par courrier le **13 août 2019**, une première version d'un dossier de réexamen des conditions d'exploitation qui a été complété par une version 5 visée en référence [1].

Ce dossier de réexamen a été complété par un dossier de demande de dérogation et d'un résumé non technique visés en référence [2] et [3].

Conformément à l'article L. 515-29-I du code de l'environnement, l'exploitant, ayant sollicité une dérogation permettant de fixer des valeurs limites d'émission qui excèdent les niveaux d'émission associés aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles, doit mettre à disposition du public les dossiers cités ci-dessus (référence [1], [2] et [3]).

Le présent rapport a pour objet de proposer les suites à donner aux dossiers de demande de réexamen et de demande de dérogation visés en référence en prenant en compte la phase de consultation du public.

2. ACTIVITÉS ET SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ÉTABLISSEMENT

La société SCORI exploite, sur la plate-forme de Hersin-Coupigny (62), des installations de tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux. Le centre de Hersin-Coupigny est spécialisé dans le prétraitement des déchets industriels dangereux pour la valorisation énergétique en cimenterie.

L'activité principale du site à ce jour consiste en un prétraitement de déchets pâteux/solides par imprégnation et criblage en vue d'obtenir un Combustible Solide de Substitution (CSS). Il en est de même pour les déchets liquides/pâteux qui, via un autre procédé, permettent la production d'un Combustible Liquide de Substitution (CLS). 30 000 tonnes de CSS et 15 000 tonnes de CLS sont ainsi produites annuellement sur le site.

Le classement Seveso Seuil Bas de l'établissement a été acté par **arrêté préfectoral du 28 janvier 2020**. Celui-ci a abrogé l'article 2 « classement des installations » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06/08/2014.

Après mise à jour, le classement du site est le suivant :

- à autorisation pour les rubriques : 2718, 2790, 2791, 3510, 3531, 3550 et 4001 (7 rubriques),
- à enregistrement pour la rubrique 2716

L'établissement fait partie des établissements dits « IED », car il comprend des activités visées par les dispositions prises en application de la transposition de la Directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles (rubriques 3000 de la nomenclature).

Ainsi, en application des articles R.515-58 et suivants du Code de l'Environnement :

- la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique **3510** ;
- les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les conclusions du BREF « traitement de déchets » (**BREF WT**) ;
- les **BREF ENE** (efficacité énergétique), **EFS** (émissions dues aux stockages de matières dangereuses en vrac) et **CWW** (systèmes communs de traitement et de gestion des eaux et des gaz résiduels dans l'industrie chimique) sont également applicables en tant que BREF secondaires.

Les dispositions des articles R.515-58 et suivants du code de l'environnement, issus de la transposition de la Directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles, dite « Directive IED », sont applicables.

3. CADRE RÉGLEMENTAIRE DU RÉEXAMEN « IED » ET DE LA RÉVISION DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES

3.1 DOSSIER DE RÉEXAMEN

En application de l'article R.515-71-I du code de l'environnement, en vue de la mise à jour des prescriptions applicables à l'établissement au regard des meilleures techniques disponibles, l'exploitant adresse au préfet un dossier de réexamen dans l'année qui suit la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD ou BREF) relatives aux activités couvertes par sa rubrique IED principale.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF WT - Waste Treatment) qui concernent l'établissement au titre de sa rubrique IED principale 3510, sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 17 août 2018.

Par conséquent un dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles était attendu de la part de l'exploitant auprès du préfet le 17 août 2019 au plus tard.

L'exploitant a transmis une première version de ce dossier au préfet par courrier le 13 août 2019, dossier complété par une version 5 visée en référence [1].

3.2 RÉVISION DES PRESCRIPTIONS ET DÉLAI D'APPLICATION

L'article R.515-70-I du code de l'environnement dispose quant à lui, que les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations classées sous une rubrique IED d'un établissement sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) et respectées par l'exploitant, dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale de l'établissement.

L'établissement SCORI de Hersin-Coupigny, dont les installations sont concernées par la rubrique IED principale 3510, doit donc se mettre en conformité avec les MTD pour le traitement des déchets le **17 août 2022**.

Concernant la révision des arrêtés d'autorisation déjà applicables, l'**arrêté ministériel du 17 décembre 2019**, relatif aux MTD, est venu fixer les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 susvisée aux installations classées soumises à autorisation pour au moins une des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

- 3510 hors installations de lagunage ;
- 3531 hors installations d'élimination des laitiers ;

- 3532 hors installations de valorisation des laitiers ;
- 3550 ;
- 3710 lorsque l'installation traite les eaux résiduaires rejetées par une ou plusieurs installations classées au titre des rubriques susmentionnées ou un mélange d'eaux résiduaires lorsque la charge polluante principale est apportée par une installation classée au titre des rubriques susmentionnées.

Par ailleurs, comme l'exploitant a demandé une dérogation au niveau d'émission associé à une meilleure technique disponible (NEA-MTD 45), il y a lieu de proposer à Monsieur le préfet un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires qui s'ajoutera aux prescriptions de l'arrêté ministériel susvisé. Celui-ci est d'ores et déjà applicable à l'établissement et acte de l'application des MTD pour le traitement des déchets.

3.3 RAPPORT DE BASE

La société SCORI a mandaté BURGEAP pour la réalisation du rapport de base [4] définissant l'état de pollution du milieu souterrain (sols et eaux) au droit de ses installations.

La méthodologie retenue par BURGEAP pour la réalisation de cette étude est basée sur le guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED, édité par la DGPR en octobre 2014 (version 2.2) et sur les orientations de la Commission Européenne du 6 mai 2014.

Conformément aux dispositions des articles R. 515-59 et R.515-60 du Code de l'Environnement, une surveillance de la qualité des eaux souterraines de la nappe de la craie, prescrite par l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2009, est réalisée semestriellement sur les 5 piézomètres du site : PzA, PzB, PzC, PzD et Pz5 répartis sur le site. Les analyses réalisées sont conformes à celles demandées par l'arrêté préfectoral du site.

Cependant, compte tenu des installations présentes sur site et des types de déchets, le paragraphe 7.1.2 du guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base précise les substances qui sont à chercher sur les sols et les eaux souterraines, en particulier les substances qui sont listées au point 7.1.3 du guide en fonction du type de déchets acceptés sur le site, ainsi que les paramètres recherchés lors des campagnes de suivi des rejets aqueux et lors du suivi RSDE.

Par ailleurs, BURGEAP a réalisé des investigations complémentaires en septembre 2019 et ont mis en évidence la présence de métaux lourds (cuivre et mercure) sur les sondages réalisés sur le secteur COMBSU et de l'arsenic au droit des eaux situées au droit de l'ouvrage PzC (AVAL).

Les investigations réalisées sur le site par le passé et dans le rapport de base ont permis de dresser un état environnemental général et complet du site et permettent d'appréhender ainsi les risques de contamination du milieu souterrain.

Les résultats de cette étude n'ont pas mis en évidence de pollution significative des sols ou des eaux souterraines nécessitant des mesures de gestion immédiates et dès lors que la couverture en place limite le contact avec les sols, l'état du site est compatible avec son usage actuel (industriel).

La surveillance de la qualité des eaux souterraines de la nappe de la craie, prescrite par l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2009, est maintenue.

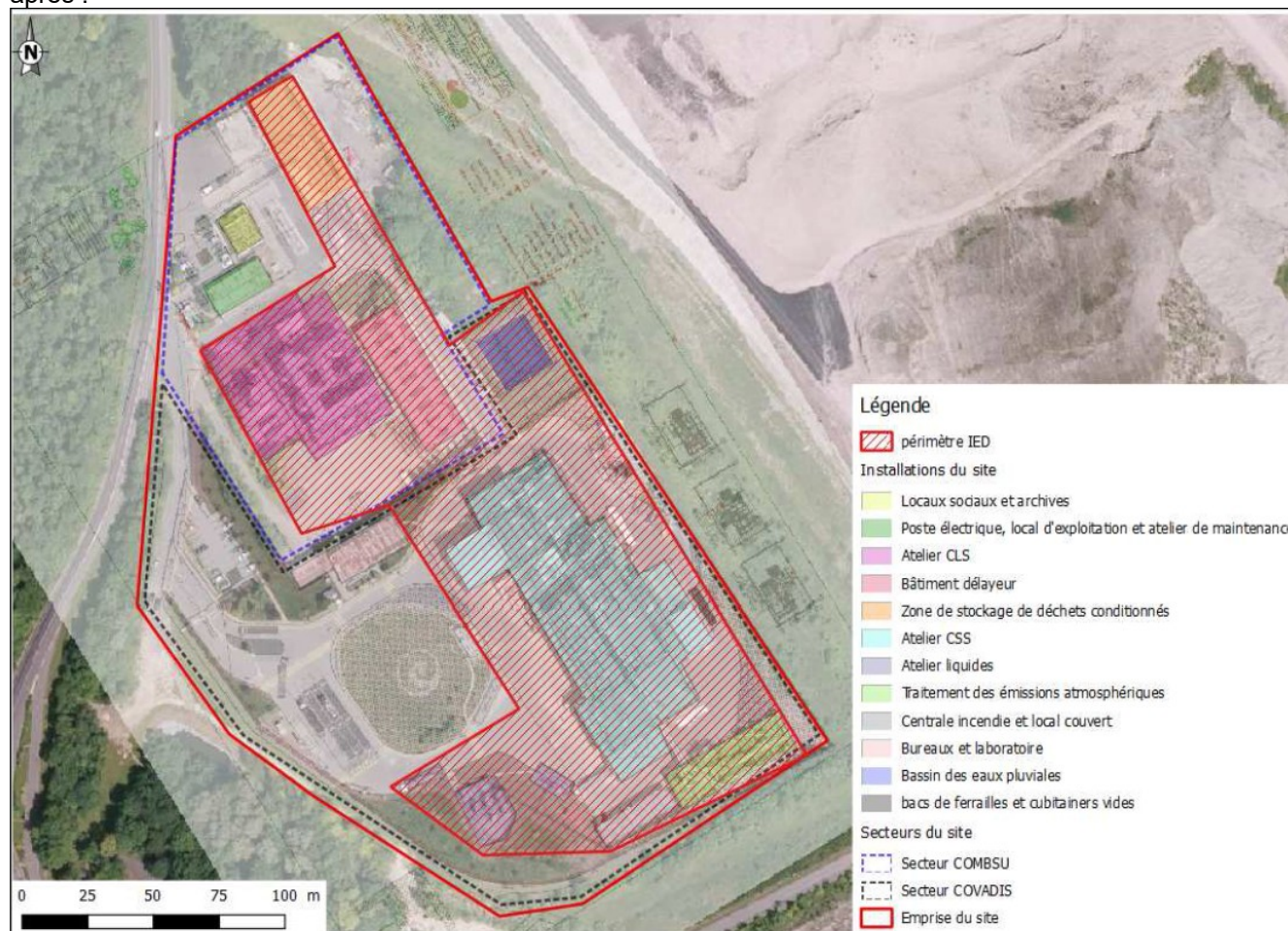
4. INSTRUCTION DU DOSSIER DE RÉEXAMEN

Le « périmètre IED » de l'établissement, au sens de l'article R.515-58 du code de l'environnement est constitué des installations suivantes :

- Secteur COMBSU :
 - Ancien atelier CLS / actuel stockage d'eaux souillées ;
 - Bâtiment délayeur ;
 - Bâtiment de stockage de déchets conditionnés ;
- Secteur COVADIS :
 - L'atelier CSS ;
 - L'atelier Liquides.
- L'installation de traitement des émissions atmosphériques, les caissons de charbon actif et le

- dépoussiéreur ;
- Le bassin des eaux pluviales ;
- Les zones de stockage (cubitainers vides, bacs ferrailles...).

Le périmètre IED correspond à la quasi-totalité du site, hormis le bâtiment abritant les locaux sociaux et les archives, l'atelier de maintenance, les bureaux et le laboratoire. Le périmètre IED est présenté sur la figure ci-après :



Les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets qui sont applicables aux installations de l'établissement sont celles cochées dans la dernière colonne du tableau suivant :

N° de la MTD	Objet de la MTD	Réf. AMPG WT*	MTD applicables
1	Système de management environnemental (SME) pour l'amélioration des performances environnementales globales	2.I	X
2	Techniques génériques pour l'amélioration des performances environnementales globales	2.II + 3.1.I	X
3	Tenue à jour d'un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux pour faciliter la réduction des émissions dans l'eau et dans l'air	2.III	X
4	Techniques génériques pour réduire le risque environnemental associé à l'entreposage de déchets	3.1.I	X
5	Procédures de manutention et de transfert des déchets	3.1.II	X
6	Surveillance des principaux paramètres de procédé	2.IV.2.a	X
7	Respect des normes de surveillance des rejets dans l'eau	2.IV.2.b	X
8	Respect des normes de surveillance des rejets dans l'air	2.IV.1	X

9	Techniques de surveillance des émissions diffuses de composés organiques dans l'air pour certains procédés de traitement sur ou impliquant des solvants	3.4.I	X
10	Surveillance périodique des odeurs	2.IV.1	X
11	Surveillance annuelle de la consommation d'eau, d'énergie, de matières premières, de la production de résidus et d'eaux usées	2.I	X
12	Plan de gestion des odeurs	3.1.III.2	X
13	Techniques génériques pour éviter ou réduire les odeurs	3.1.III.1	X
14	Techniques génériques pour éviter ou réduire les émissions de poussières, de composés organiques et d'odeurs dans l'air	3.1.VI	X
15	Techniques génériques pour assurer un recours au torchage uniquement pour raisons de sécurité ou pour des situations opérationnelles non routinières (démarrage, arrêt...)	3.1.V	Non applicable car pas de torchage
16	Techniques génériques pour réduire les émissions des torchères	3.1.V	
17	Plan de gestion du bruit et des vibrations	3.1.IV.2	X
18	Techniques génériques pour éviter ou réduire le bruit et les vibrations	3.1.IV.1	X
19	Techniques génériques pour optimiser la consommation d'eau, réduire le volume d'eaux usées, et éviter ou réduire les rejets dans le sol et l'eau	3.1.VII	X
20	Techniques génériques de traitement des eaux usées pour réduire les rejets dans l'eau, et niveaux d'émissions associés à ces techniques pour les rejets directs et/ou indirects dans une masse d'eau réceptrice (NEA-MTD)	3.1.X + 3.2.III + 3.3.IV + 3.4.IX + 3.5.III	X
21	Techniques génériques pour éviter ou limiter les conséquences des accidents et des incidents	3.1.VIII	X
22	Utilisation rationnelle des matières	CE**	X
23	Efficacité énergétique	3.1.IX	X
24	Réutilisation des emballages	CE**	X
TRAITEMENT MECANIQUE DES DECHETS			
25	Techniques pour réduire les émissions de poussières, de particules métalliques, de PCDD/F et de dioxines de type PCB dans l'air, et niveau d'émissions associé à ces techniques (NEA-MTD)	3.2.III	Non applicable car pas de traitement mécanique des déchets
26	Techniques pour améliorer les performances environnementales globales et éviter les émissions dues à des accidents ou des incidents	3.2.I	Non applicable car pas de traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques
27	Techniques pour éviter les déflagrations et en réduire les émissions	3.2.I	
28	Maintien d'une alimentation stable du broyeur pour une utilisation efficace de l'énergie	3.2.I	Non applicable car pas de traitement des DEEE
29	Techniques pour éviter ou réduire les émissions de composés organiques dans l'air résultant du traitement de certains déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et niveaux d'émissions associés à ces techniques (NEA-MTD)	3.2.III	
30	Techniques pour éviter les explosions lors du traitement des certains DEEE	3.2.II	Non applicable car pas de traitement mécanique de déchet à valeur calorifique
31	Techniques pour éviter ou réduire les émissions de composés organiques dans l'air résultant du traitement de déchets à valeur calorifique et niveaux d'émissions associés à ces techniques (NEA-MTD)	3.2.III	
32	Techniques de collecte, traitement et surveillance de émissions de mercure dans l'air résultant du traitement de DEEE contenant du mercure et niveaux d'émissions associés à ces techniques (NEA-MTD)	3.2.III	Non applicable car pas de traitement des DEEE
TRAITEMENT BIOLOGIQUE DES DECHETS			
33	Sélection des déchets entrants	3.3.I	Non applicable car pas de traitement biologique des déchets
34	Techniques pour réduire les émissions canalisées de poussières, de composés organiques, de composés odorants (dont H ₂ S et NH ₃) dans l'air et niveaux d'émissions associés à ces techniques (NEA-MTD)	3.3.III + 3.3.V	
35	Techniques pour limiter la production d'eaux usées réduire la consommation d'eau	3.3.II	

36	Surveillance ou modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés pour le traitement aérobie	AM*** comp/m ét	Non applicable car pas de traitement biologique des déchets
	Techniques pour réduire les émissions diffuses de poussières, les dégagements d’odeurs et de bioaérosols dans l’air pour le traitement aérobie	AM*** comp/m ét	
38	Surveillance ou modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés pour le traitement anaérobie	AM*** comp/m ét	
39	Techniques pour réduire les émissions dans l’air pour le traitement mécanobiologique	3.3.IV	
TRAITEMENT PHYSICOCHEMIQUE DES DECHETS			
40	Techniques de surveillance des déchets entrants pour le traitement physicochimique des déchets solides ou pâteux	3.4.II	Non applicable car pas de traitement physico-chimique de déchets solides ou pâteux
41	Techniques pour réduire les émissions diffuses de poussières, de composés organiques et de NH ₃ dans l’air pour le traitement physicochimique des déchets solides ou pâteux et niveaux d’émissions associés à ces techniques (NEA-MTD)	3.4.II	
42	Surveillance de la teneur en composés chlorés des déchets entrants pour le reraffinage des huiles usagées	3.4.III	Non applicable car pas de reraffinage des huiles usées
43	Techniques pour réduire la quantité de déchets à éliminer pour le reraffinage des huiles usagées	3.4.III	
44	Techniques pour réduire les émissions de composés organiques dans l’air pour le reraffinage des huiles usagées et niveau d’émissions associé à ces techniques (NEA-MTD)	3.4.III	
45	Techniques pour éviter ou réduire les émissions de composés organiques dans l’air résultant du traitement de déchets à valeur calorifique et niveau d’émissions associé à ces techniques (NEA-MTD)	3.4.IV	X
46	Techniques pour améliorer les performances environnementales globales de la régénération de solvants usés	3.4.V	Non applicable car pas de régénération des solvants usés
47	Techniques pour réduire les émissions de composés organiques dans l’air résultant de la régénération de solvants usés et niveau d’émissions associé à ces techniques (NEA-MTD)	3.4.V	
48	Techniques pour améliorer les performances environnementales globales du traitement thermique du charbon actif usé, des déchets de catalyseurs et des terres excavées polluées	3.4.VI	Non applicable car pas de traitement thermique du charbon actif usé, des déchets de catalyseurs et des terres excavées polluées
49	Techniques pour réduire les émissions de HCl, de HF, de poussières et de composés organiques dans l’air résultant du traitement thermique du charbon actif usé, des déchets de catalyseurs et des terres excavées polluées	3.4.VI	
50	Techniques pour réduire les émissions de poussières et de composés organiques dans l’air résultant de l’entreposage, de la manipulation et du lavage des terres excavées polluées	3.4.VII	Non applicable car pas de de lavage à l’eau des terres excavées polluées
51	Techniques pour améliorer les performances environnementales globales et réduire émissions canalisées de PCB et de composés organiques dans l’air	3.4.VIII	Non applicable car pas de décontamination PCB
TRAITEMENT DES DECHETS LIQUIDES AQUEUX			
52	Techniques de surveillance des déchets entrants	3.4.I	Non applicable car pas de traitement de déchets liquides aqueux
53	Techniques pour réduire les émissions de HCl, de NH ₃ et de composés organiques dans l’air et niveaux d’émissions associés à ces techniques (NEA-MTD)	3.4.II + 3.4.III	

* AMPG WT : arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED

** CE : cette technique est déjà applicable dans le respect du code de l'environnement (CE).

*** AM comp/mét : cette technique sera reprise dans des arrêtés ministériels à venir relatif aux installations de compostage et de méthanisation.

Il ressort que l'exploitant a réalisé son dossier de réexamen dans les formes prévues par le guide pour la simplification du réexamen, guide édité par la Direction Générale de la Prévention des Risques en octobre 2019. En effet, un examen comparatif à l'ensemble des MTD applicables aux installations de l'établissement a été réalisé par l'exploitant.

Au terme de cet examen, l'exploitant fait une demande de dérogation au NEA-MTD 45 par transmission au préfet du dossier visé en référence [2].

L'exploitant démontre, dans son dossier de demande de dérogation, que le respect du niveau d'émission associé à la MTD 45 ($[\text{COVt}] \leq 30 \text{ mg/Nm}^3$) en sortie de cheminée « COVADIS CCA » entraînerait une hausse des coûts disproportionnée au regard des bénéfices pour l'environnement, en raison des caractéristiques techniques de l'installation.

5. INSTRUCTION DU DOSSIER DE DEMANDE DE DÉROGATION

5.1. DEMANDE DE DÉROGATION

Au regard du BREF WT, le niveau d'émission des effluents gazeux du COVt associé à la MTD 45 est compris entre 5 et 30 mg/Nm^3 .

Bien que les conditions d'exploitation soient en grande partie conformes aux dispositions du chapitre II de la directive IED, les émissions réelles de COVt de l'établissement excèdent le niveau haut d'émission imposé par la MTD 45 des conclusions MTD du BREF WT.

Compte tenu de l'évaluation des coûts induits, l'exploitant considère qu'il ne peut respecter les niveaux d'émission imposés par la MTD 45 dans les conditions d'exploitation normales et demande à bénéficier des conditions dérogatoires prévues à l'article R.515-68 du Code de l'Environnement.

Conformément aux dispositions de l'article R.515-68 du Code de l'Environnement, la demande de dérogation au respect des niveaux d'émission de la MTD 45 présente une évaluation qui compare, avec les justificatifs nécessaires, les coûts induits par le respect des dispositions de l'article R.515-67, aux bénéfices attendus pour l'environnement, en mettant en œuvre certaines MTD décrites dans le BREF WT, en raison de l'implantation géographique de l'installation concernée ou des conditions locales de l'environnement et de ses caractéristiques techniques.

Cette évaluation analyse l'origine de ce surcoût au regard des deux causes mentionnées ci-dessus. Elle présente également une analyse des effets de l'installation sur l'environnement, complétée par une évaluation des risques sanitaires (ERS).

5.1.1 JUSTIFICATION DE LA DÉROGATION

Selon les dispositions prévues par l'article R. 515-68 du Code de l'Environnement, l'exploitant indique que l'application des niveaux d'émission associés à la MTD 45 de 30 mg/Nm^3 entraînerait une hausse des coûts disproportionnée au regard des bénéfices pour l'environnement en raison des caractéristiques techniques du site de SCORI Hersin.

- La caractéristique technique différenciant SCORI Hersin des autres installations est la nécessité de maintenir un débit important de ventilation des bâtiments de la plate-forme COVADIS afin que son personnel puisse travailler de 5 h à 21 h (deux postes de 8 h par jour, 5 jours par semaine à l'exception de la nuit et du week-end) dans des conditions d'hygiène et de sécurité acceptables ;
- Or ce débit important de ventilation – porté à $150\,000 \text{ Nm}^3/\text{h}$ pour assurer un taux de renouvellement de 4 de l'air présent dans les bâtiments de la plate-forme COVADIS – entraîne un flux important d'effluents gazeux contenant des composés organiques volatils (COV) qu'il est difficile de traiter avec les technologies actuelles à des coûts acceptables.

La demande de dérogation porte uniquement sur le dispositif de captation et de traitement des effluents gazeux contenant des composés organiques volatils (COV) émis par les différentes installations de la plateforme COVADIS des réseaux d'aspiration d'ambiance des ateliers (réseaux A+B+C).

Depuis 2015, le site de SCORI Hersin traite ces trois réseaux (A+B+C) pour lesquels une dérogation est demandée en utilisant la technique d'abattement de COV par **adsorption sur charbon actif**.

Même si deux-tiers des moyennes journalières de concentration de COVt mesurées en 2019 respectent les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles (NEA-MTD 45 soit $[\text{COVt}] \leq 30 \text{ mg/Nm}^3$), l'exploitant déclare qu'il est particulièrement difficile d'atteindre cette VLE à des coûts acceptables le tiers du temps restant.

En conséquence, l'exploitant demande l'autorisation de fixer une valeur limite d'émission dérogatoire de 70 mg/Nm^3 de COVt, en sortie de cheminée dite « COVADIS CCA » (Caissons de Charbon Actif), valeur déjà prescrite par arrêté préfectoral en sortie de cheminée « COVADIS RTO ».

La quantité de COV rejetée par la cheminée « COVADIS CCA » dans les conditions actuelles est de 34 tonnes par an en 2020 (37 tonnes en 2019 selon les données télédéclarées dans la base de données GERE).

Cette quantité de 34 tonnes de COV rejetée par la cheminée « COVADIS CCA » en 2020 (37 tonnes en 2019) est calculée en mesurant en continu la concentration moyenne journalière de COVt contenue dans les effluents gazeux des réseaux d'aspiration d'ambiance des ateliers à 150 000 Nm³/h (réseaux A+B+C).

5.1.2 TECHNIQUES DE RÉDUCTION D'ÉMISSION ET ÉLÉMENTS TECHNIQUE-ÉCONOMIQUES

5.1.2.1 DISPOSITIF ACTUEL DE CAPTATION ET DE TRAITEMENT DES EFFLUENTS GAZEUX CONTENANT DES COV

Le site de SCORI Hersin dispose actuellement de cinq réseaux de ventilation, captation et traitement des effluents gazeux qui sont rejetés dans 3 cheminées distinctes (voir annexe 1) :

- Le **réseau des « cuves HPE (COMBSU) »** aboutit au traitement des effluents gazeux contenant des COV émis par les cuves de déchets liquides HPE lors des dépotages au niveau de la **plate-forme COMBSU** par **adsorption sur charbon actif** avant rejet dans l'atmosphère. Une autosurveillance de ces rejets est effectuée tous les trois jours, au moyen d'un Détecteur à Photolionisation (PID). Une analyse de ces effluents est également menée annuellement par un laboratoire externe.

Les valeurs limites d'émission des COV sont actuellement prescrites dans l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2009. L'exploitant a démontré que la VLE de 30mg/Nm³ de COVt était systématiquement respectée en sortie de la **cheminée « COMBSU »**.

L'exploitant propose à l'horizon du 17 août 2022 pour le **réseau des « cuves HPE (COMBSU) »** dont les effluents gazeux contiennent des **COV traités par adsorption sur charbon actif** avant rejet dans l'atmosphère :

- de respecter la Valeur Limite d'Emission (VLE) de **30 mg/Nm³ de COVt** mesurée en sortie de la **cheminée « COMBSU »**,
- de modifier la fréquence de surveillance de ce rejet en sortie de la cheminée **« COMBSU »** qui sera effectuée par un laboratoire externe **semestriellement** et non plus annuellement.

- Le **réseau « Process CSS 10 »** aboutit au traitement d'une partie des effluents gazeux de la **plate-forme COVADIS** contenant des COV par **oxydation thermique** avant rejet dans l'atmosphère. Une autosurveillance en continu de ces rejets est effectuée, au moyen d'un Détecteur à Ionisation de Flamme (FID). Une analyse de ces effluents est également menée annuellement par un laboratoire externe.

Les valeurs limites d'émission des COV sont actuellement prescrites dans l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2009. L'exploitant a démontré que la VLE de 30 mg/Nm³ de COVt était systématiquement respectée en sortie de la **cheminée « COVADIS RTO »**.

L'exploitant propose à l'horizon du 17 août 2022 pour le **réseau « Process CSS 10 »** dont les effluents gazeux contiennent des **COV traités par oxydation thermique** avant rejet dans l'atmosphère :

- de respecter la Valeur Limite d'Emission (VLE) de **30 mg/Nm³ de COVt** mesurée en sortie de la **cheminée « COVADIS RTO »**,
- de modifier la fréquence de surveillance de ce rejet en sortie de la cheminée **« COVADIS RTO »** qui sera effectuée par un laboratoire externe **semestriellement** et non plus annuellement.

- Les **3 réseaux « A+B+C »** faisant l'objet d'une demande de dérogation à la NEA-MTD 45, traitent une partie des effluents gazeux de la **plate-forme COVADIS** contenant des COV par **adsorption sur charbon actif** avant rejet dans l'atmosphère. Une autosurveillance en continu de la concentration en COVt est effectuée, sur la cheminée, au moyen d'un Détecteur à Ionisation de Flamme (FID). Parallèlement, un suivi par analyseur portatif est réalisé deux fois par jour sur chacun des trois réseaux de ventilation, en amont et en aval des caissons de charbon actif, pour mesurer l'efficacité d'abattement des COVt sur chaque caisson et piloter les changements de caissons.

Bien que ce point de rejet ne soit pas encore réglementé (pas d'autosurveillance imposée à ce jour par arrêté préfectoral sur ce point d'émission), l'exploitant demande l'autorisation de fixer une valeur limite d'émission dérogatoire de 70 mg/Nm³ de COVt (au lieu des 30 mg/Nm³ fixés par la NEA-MTD 45), en sortie de cheminée dite « COVADIS CCA » (Caissons de Charbon Actif), valeur déjà prescrite par arrêté préfectoral en sortie de cheminée « COVADIS RTO ».

L'exploitant propose à l'horizon du 17 août 2022 pour les **3 réseaux « A+B+C »** dont les effluents gazeux contiennent des **COV traités par adsorption sur charbon actif** avant rejet dans l'atmosphère (sous réserve de validation de la demande de dérogation) :

- de fixer une Valeur Limite d'Emission (VLE) dérogatoire de 70 mg/Nm³ de COVt mesurée en sortie de la cheminée « **COVADIS CCA** » identique à celle prescrite actuellement dans l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2009 en sortie de cheminée « **COVADIS RTO** »,
- de modifier la fréquence de surveillance de ce rejet en sortie de la cheminée « **COVADIS CCA** » qui sera effectuée par un laboratoire externe **semestriellement** et non plus annuellement.

5.1.2.2 EVALUATION DES TECHNIQUES DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE COV

En plus de la technique de biofiltration (traitement biologique), l'exploitant a évalué l'ensemble des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) décrites dans le BREF WT, utilisées seules ou en combinaison, et applicables au site de SCORI Hersin pour réduire ses émissions atmosphériques de composés organiques volatils. Il s'agit des techniques suivantes :

- La condensation cryogénique ;
- L'épuration par voie humide ;
- L'oxydation thermique ;
- L'adsorption ;
- Le couplage Adsorption / Oxydation thermique

Les conclusions de l'évaluation technique de réduction des émissions de COV sont données dans le tableau suivant :

Critères de ↓ COVt	Biofiltration	Condensation cryogénique	Epuration par voie humide	Oxydation thermique	Adsorption	Couplage Adsorption / Oxydation thermique
Débit	OUI, Mais gamme haute de débit impliquant un encombrement important	NON Débit trop élevé	OUI, Mais gamme haute de débit	OUI, Mais au-dessus des constructions habituelles	OUI, Mais gamme haute de débit	OUI, La désorption à faible débit est un avantage pour le dimensionnement de l'oxydation thermique
Concentration	OUI	NON Concentration trop faible	OUI, Mais gamme basse de concentration	OUI, Mais gamme basse de concentration, impliquant une consommation énergétique importante	OUI	OUI
Composition	NON Présence de molécules non biodégradables	/	NON Présence de molécules insolubles	OUI, Attention à la présence de composés soufrés, azotés, halogénés.	OUI, Même si les capacités d'adsorption sont différentes pour chaque polluant	NON Encrassement de la zéolithe observé lors des essais
Fluctuations de concentration	NON Les bactéries n'ont pas le temps de s'adapter aux fluctuations	/	/	OUI, Théoriquement, mais des amplitudes de fluctuation trop importante rendent difficiles le dimensionnement et le pilotage de l'oxydateur thermique	OUI, Mais une disposition des caissons d'adsorption en série peut être nécessaire pour obtenir l'efficacité d'abattement recherchée	/
Conclusion sur la faisabilité technique	NON	NON	NON	OUI Voir la faisabilité économique	OUI Voir la faisabilité économique	NON

A l'issue de cette évaluation des techniques de réduction des COV, l'exploitant a conclu à la possibilité de mettre en place deux techniques dans le but de respecter les niveaux d'émission imposés par la MTD 45: **l'oxydation thermique ou l'adsorption**. Celles-ci ont également fait l'objet d'une étude économique décrite dans le paragraphe suivant.

5.1.2.3 ETUDE ÉCONOMIQUE DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE COV

L'étude économique des deux techniques de réduction des émissions de COV retenues (oxydation thermique ou

adsorption) comparée à la technique actuellement en exploitation (adsorption sur charbon actif avec le respect d'une VLE de COVt à 70 mg/Nm³) a été effectuée par l'exploitant à l'aide de l'outil de présentation des coûts proposé sur le site de l'INERIS.

L'exploitant déclare sur la base de données GEREP que la technique par adsorption sur charbon actif actuellement en exploitation rejette, en 2020, **34 tonnes par an de COVt** (37 tonnes en 2019) dans la cheminée « COVADIS CCA ». Cette quantité de rejet est calculée en mesurant en continu la concentration moyenne journalière de COVt contenue dans les effluents gazeux des réseaux d'aspiration d'ambiance des ateliers à 150 000 Nm³/h (réseaux A+B+C).

Afin de respecter les niveaux d'émission de COVt associés à la MTD 45 du BREF WT fixé au maximum à **30 mg/Nm³**, l'exploitant a calculé le Ratio Coût/Efficacité (RCE) des deux techniques de réduction des émissions de COV retenues (oxydation thermique ou adsorption). Ce RCE a ensuite été comparé au RCE marginal maximal de référence (**20 k€ / tonne de COV évitée**) issu du tableau page 71 du document de référence de la Commission Européenne intitulé « Aspect économique et effets multimiliex » de Juillet 2006.

Le tableau ci-dessous donne les conclusions sur l'évaluation économique en comparant les RCE calculés par les deux techniques de réduction des émissions de COV (oxydation thermique ou adsorption) au RCE marginal maximal de référence (**20 k€ / tonne de COV évitée**).

	Oxydation thermique	Adsorption
<i>Débit de ventilation</i>	200 000 Nm ³ /h (réseau « A+B+C » + « Process CSS 10 »)	150 000 Nm ³ /h réseau « A+B+C »
<i>Concentration COV avant rejet</i>	200 à 350 mg/Nm ³	90 à 240 mg/Nm ³
<i>Coût d'investissement</i>	4 278 k€	340 k€
<i>Coût opérationnel annuel</i>	1 679 k€	1 790 k€
<i>Coût total annualisé</i>	2 155 k€	1 828 k€
<i>Quantité de COV évitée</i>	29 t/an (37t émises en 2019)-(8t émises après traitement RTO ¹)	11 t/an (37t émises en 2019)-(26t émises après traitement CCA ²)
<i>RCE (k€/t de COV évitée)</i>	74 k€ / tonne de COV évitée	166 k€ / tonne de COV évitée
<i>Comparaison au RCE marginal maximal de référence</i>	RCE > 3×RCE marginal maximal (RCE margi.maxi=20K€/tonnes de COV évitée)	RCE > 8×RCE marginal maximal (RCE margi.maxi=20K€/tonnes de COV évitée)
<i>Impacts supplémentaire</i>	Augmentation importante de la consommation énergétique (gaz naturel) Rejets en NOx et CO	Impact environnemental du transport et de la régénération des caissons de charbons actifs
<i>Conclusion</i>	NON APPLICABLE	NON APPLICABLE

L'exploitant conclut donc que le respect des niveaux d'émission associés à la MTD 45 de **30 mg/Nm³** de COVt en sortie de cheminée « **COVADIS CCA** » (rejets des réseaux de ventilation A, B et C) n'est pas soutenable économiquement.

5.1.3 ERS, IEM ET ÉTUDE DE LA COMPATIBILITÉ DE LA DEMANDE AVEC LE CONTEXTE LOCAL

L'exploitant a sollicité BURGEAP afin de réaliser le volet « évaluation des risques sanitaires et impacts environnementaux » de son dossier de demande de dérogation. Le rapport élaboré par BURGEAP comprend les

- 1 Oxydateur Thermique Régénératif
- 2 CCA = Caissons de Charbon Actif

principaux éléments suivants :

- L'Interprétation de l'Etat des Milieux (IEM) qui permet d'évaluer l'impact des émissions (actuelles et passées) sur les milieux et la compatibilité de l'état des milieux autour des installations avec les usages constatés. L'IEM représente une image à un instant « t » de l'environnement du site, toutes sources confondues ;
- L'Evaluation des Risques Sanitaires (ERS) prospective qui permet d'évaluer l'impact des émissions du seul site SCORI sur le long terme, en considérant un niveau d'émission de COV majoré à 70 mg/Nm³ ;
- L'étude de la compatibilité de la demande avec le contexte local résultant des préconisations du Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) de la région.

La démarche méthodologique suivie par l'exploitant se divise en quatre étapes successives :

- Évaluation des émissions de l'installation en prenant comme hypothèse qu'aucun effluent aqueux industriel n'est rejeté par le site dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration. Par ailleurs, aucune évolution sur les sources diffuses de COV liées à des ouvertures de portes n'a été considérée (l'activité du site n'étant pas censée évoluer) ;
- Évaluation des enjeux et des voies d'exposition dans une zone d'étude constituée d'un rayon de 3 kilomètres centré sur le site ;
- Interprétation de l'état des milieux (état actuel)
- Évaluation quantitative des risques sanitaires du projet (étude prospective).

Les conclusions suivantes ont été tirées de l'ERS et de l'IEM effectuées par BURGEAP :

- Le risque sanitaire, pour les effets à seuil comme pour les effets sans seuil, lié à l'inhalation des COV émis par le site SCORI de Hersin reste **non significatif** en considérant un rejet de COV au niveau de la sortie des caissons de charbon actif du réseau A+B+C de 70 mgC/Nm³.
- L'état des milieux est **compatible** avec les usages identifiés.
- La demande de dérogation est **compatible** avec le contexte environnemental local (PPA).

5.1.4 CONSULTATION

5.1.4.1 CONSULTATION DU PUBLIC

En application du I de l'article L.515-29 du Code de l'Environnement, le dossier a été soumis à une consultation du public du 27 octobre 2021 au 26 novembre 2021 inclus.

Conformément au II de l'article L. 515-29 du Code de l'Environnement, cette consultation a pris la forme d'une mise à disposition du public des informations, fournies par l'exploitant, nécessaires au réexamen des conditions d'autorisation de l'installation. Elle a été réalisée conformément aux dispositions des articles R. 515-77 et R. 515-78 du Code de l'Environnement.

Les communes concernées en application du II-1° de l'article R.515-77 du Code de l'Environnement ont été les suivantes :

- Barlin,
- Fresnicourt-le-dolmen,
- Hersin-Coupigny,
- Maisnil-lès-Ruitz.

Un registre a été mis à disposition en mairie de Hersin-Coupigny, commune d'implantation de l'établissement, afin de recueillir les observations du public des quatre communes concernées ci-dessus. Monsieur CARAMIAUX, maire de la commune de Hersin-Coupigny, a clôturé le registre précité le 29 novembre 2021 et déclare que quatre-vingt-neuf personnes (89) sont mentionnées dans le registre et ont consigné cinquante sept (57) observations (pages n° 2 à 18). Un second registre a dû être ouvert le 18 novembre 2021 pour recueillir les observations de cent vingt-cinq (125) personnes supplémentaires (pages n°1 à 27). Monsieur CARAMIAUX déclare également en synthèse de la consultation publique, dans l'avis de son conseil municipal rendu le 9 décembre 2021, que le registre de consultation publique a recueilli 150 avis et que 214 personnes se sont déplacées. Deux autres avis défavorables ont été transmis directement au bureau de l'environnement de la préfecture du Pas-de-Calais : les avis défavorables de Madame DUPONT et de Madame VERHEE qui a rendu un rapport exhaustif motivant son refus à la demande de dérogation.

Les habitants des communes concernées se sont mobilisés en masse pour émettre un avis défavorable non seulement

à la demande de dérogation de la Valeur Limite d'Emission (VLE) de 30 mg/Nm³ de COVt mesurée en sortie de la cheminée « COVADIS CCA » de Scori qui était dans le périmètre de la consultation mais aussi au projet d'implantation d'un centre d'enfouissement de déchets dangereux qui sera situé à proximité du site Scori, thème hors sujet de la consultation. Certains habitants ont cru à tort qu'il s'agissait d'un projet d'extension du site Scori.

Les principales raisons qui ont poussé les habitants des communes concernées à s'opposer à la demande de dérogation sont :

- les nuisances liées aux émanations d'odeurs parfois ressenties à proximité des habitations voisines,
- le niveau jugé trop élevé de la pollution de l'air qui ne va pas dans le sens de la diminution de la concentration des polluants et de l'amélioration de la qualité de l'air,
- le risque sanitaire associé touchant des populations vulnérables potentiellement exposées, notamment celles soumises aux vents dominants.

5.1.4.2 CONSULTATION DES CONSEILS MUNICIPAUX

Les conseils municipaux des communes de Barlin, Fresnicourt-le-dolmen, Hersin-Coupigny et Maisil-lès-Ruitz ont été consultés pour donner leur avis sur la demande de dérogation de Scori.

Seul le conseil municipal de Maisil-lès-Ruitz n'a pas délibéré suite à cette consultation.

Les conseils municipaux des communes de Barlin, Fresnicourt-le-dolmen, Hersin-Coupigny ont délibéré en décembre 2021 et ont chacun émis un avis défavorable à l'unanimité.

Les principales raisons figurant dans les registres de délibération du conseil municipal ayant conduit au refus de la demande de dérogation de Scori sont :

- l'absence d'impact mesuré dans la durée sur la santé des populations (mairie de Barlin),
- la demande de consultation des résultats de l'étude d'impact sanitaire, le manque de clarté des documents du dossier de demande de dérogation, la non certitude que l'équipement du centre de prétraitement Scori d'Hersin Coupigny sera mis aux normes dans les quatre prochaines années et au développement de vives inquiétudes liées aux multiples risques de pollution (mairie de Fresnicourt-le-Dolmen).

5.1.4.3 AVIS DE L'EXPLOITANT SUITE À LA CONSULTATION

L'exploitant a souhaité répondre aux 152 observations défavorables issues de la consultation du public et en particulier au rapport exhaustif transmis par Mme VERHEE, habitante de Hersin-Coupigny. Le tableau de réponse figure en annexe 3.

L'exploitant confirme que la demande de dérogation est complètement indépendante d'un projet d'extension ou d'implantation d'un centre d'enfouissement de déchets dangereux. L'exploitant précise que SCORI est implanté depuis plus de 30 ans sur le site d'Hersin-Coupigny et exerce une activité principale de prétraitement de déchets dangereux pour fabriquer un combustible de substitution qui sera valorisé comme combustible en cimenterie.

L'exploitant ajoute également que la demande de dérogation fait intégralement partie de la réglementation européenne et française et qu'elle a pour objectif de maintenir la valeur limite d'émission de COV actuelle de 70mg/Nm³ et en aucun cas d'augmenter son niveau d'émission.

Concernant les nuisances olfactives, l'exploitant indique porter une attention particulière à ce type de nuisance. Ce point a d'ailleurs été traité dans le dossier de réexamen (MTD 10, 12 et 13 et paragraphe 3.3.1). Il en résulte néanmoins, selon l'exploitant, que les nuisances olfactives faisant l'objet de plaintes des riverains n'étaient pas nécessairement corrélées à des concentrations importantes en COV en sortie de cheminée. Le site poursuit donc ses travaux afin de réduire au maximum les nuisances olfactives en améliorant la fiabilité du traitement des COV par le RTO, en limitant les émissions diffuses par le capotage des installations et la fermeture des vannes lors des opérations de chargement/déchargement des camions ou encore en augmentant la sélectivité des déchets entrants (refus des composés soufrés ou nauséabonds comme le mercaptan...).

Concernant le risque sanitaire des COV émis dans l'atmosphère et dont la concentration ne dépasse pas le seuil de 70mg/Nm³, l'exploitant a fait réaliser une évaluation des risques sanitaires par un bureau d'études indépendant afin de déterminer l'impact des émissions atmosphériques du site SCORI sur la population, sur le long terme. En prenant en compte un scénario majorant (population exposée, dans un rayon de 3kms, aux rejets

du site 100 % du temps 24h/24 et 365 jours/an), les conclusions indiquent qu'il n'y a aucun risque sanitaire pour la population.

5.1.4.4 AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES SUR LA CONSULTATION

La DREAL souhaite rappeler le cadre de la consultation du public qui avait pour but de recueillir l'avis des populations et des quatre communes concernées sur la demande de dérogation de SCORI autorisée par les dispositions de l'article R.515-68 du Code de l'Environnement.

SCORI demande de fixer une Valeur Limite d'Emission (VLE) dérogatoire de **70 mg/Nm³ de COVt** mesurée en sortie de la cheminée « COVADIS CCA » en lieu et place du niveau haut d'émission de **30 mg/Nm³** qui aurait normalement dû s'imposer, à compter du **17 août 2022**, par application de la MTD 45 de l'arrêté ministériel de prescription générale du 17 décembre 2019 susvisé.

Après avoir constaté les avis négatifs de la population voisine et des mairies concernées, la DREAL a demandé à l'exploitant de transmettre les données d'autosurveillance des rejets en COVt en sortie de la cheminée « COVADIS – CCA » [5] de 2019 à 2021. Ceux-ci ont été transmis le 24 janvier 2022.

Suite aux données d'autosurveillance journalières que l'exploitant nous a communiquées, la DREAL constate qu'il est possible de fixer au même point de contrôle une VLE plus proche du NEA-MTD 45 qui serait par conséquent mieux acceptée par la population voisine.

Cette VLE serait fixée à 54 mg/Nm³ et a été respectée en moyenne à 92% de 2019 à 2021.

Cette nouvelle VLE fixée à 54 mg/Nm³ induira une augmentation de la fréquence de changement des charbons actifs sur les installations existantes (passage de 88 changements par an à environ 150 changements par an), et un coût supplémentaire de fonctionnement pour l'exploitant de 450 k€ par an environ.

Par ailleurs, une autosurveillance journalière permanente de la concentration en COVt par un analyseur FID (détecteur à ionisation de flamme) est existante au niveau de la cheminée « COVADIS CCA ». Ainsi, il est possible d'encadrer réglementairement les 10 % de valeurs restantes dépassant la VLE de 54 mg/Nm³ sans pouvoir dépasser toutefois la valeur maximale de 70 mg/Nm³ qui est, selon le dossier de réexamen, systématiquement respectée. Cette autosurveillance journalière est reprise dans le projet d'arrêté joint.

En conclusion, en considérant l'absence de risque sanitaire et la compatibilité de l'état des milieux avec les usages identifiés (voir bilan de l'ERS et de l'IEM dans l'étude BURGEAP en annexe 1 du dossier de demande de dérogation [2] synthétisé dans le paragraphe 4.1.3 du présent rapport), la DREAL propose de fixer une **VLE dérogatoire de 54 mgC/Nm³ de COVt** en sortie de cheminée « COVADIS CCA », après traitement des COVt par adsorption de charbons actifs. Cette VLE, garantie selon les données de l'exploitant à 90 %, permettrait d'atteindre un juste équilibre entre d'une part les coûts induits par la nécessité d'un traitement efficace et d'autre part les bénéfices attendus pour l'environnement.

La proposition de la DREAL a été transmise par courrier à l'exploitant le 1^{er} février 2022 : celui-ci a donné son accord par courriel du 18 février 2022.

6. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Au regard de l'examen du dossier de réexamen rendu par l'exploitant ainsi que de ses compléments, et étant donné la réglementation nationale déjà applicable, il y a lieu de proposer un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires au titre de l'article R.515-71 du code de l'environnement.

Nous proposons toutefois à Monsieur le Préfet au moyen du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport, de prescrire les meilleures techniques disponibles qui ne sont pas reprises dans l'arrêté ministériel susvisé. La consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) est réglementairement requise dans le cas prévu par l'article R.515-68-III relatif à la demande de dérogation au niveau d'émission associé à une meilleure technique disponible (NEA-MTD 45).

Rédacteur

L'Inspecteur de l'Environnement
spécialité installations classées



David FIRRINGERI

Valideur

L'Inspecteur de l'Environnement, spécialité installations classées



Laura DI NATALE

Approbateur

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais

Lille, le 17 mars 2022

Pour le directeur et par délégation,

ANNEXE n°1

Société SCORI à Barlin

Dispositif actuel de captation et de traitement des effluents
gazeux contenant des COV

ANNEXE n°2

Société SCORI à Barlin

**Projet d'arrêté préfectoral complémentaire à
transmettre à l'exploitant**

ANNEXE n°3

Société SCORI à Barlin

**Tableau de l'exploitant en réponse aux
observations du public**